



## Déclaration liminaire CTSD du 16 décembre 2013

**Monsieur le Directeur Académique,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD des Hautes-Pyrénées,**

**Des classes avec des effectifs raisonnables, des classes permettant la scolarisation des enfants de 2 ans dans de bonnes conditions, des effectifs permettant la prise en charge des élèves en difficulté par le travail différencié pour compenser l'hétérogénéité des connaissances des élèves et/ou par les RASED, la présence d'un ou une ATSEM à temps complet dans chaque classe scolarisant des élèves de maternelle, des moyens débloqués pour les établissements spécialisés, les dispositifs d'intégration (CLIS et ULIS) et les SEGPA, des personnels pérennes pour l'accompagnement des élèves en situation de handicap, des moyens en personnel et en temps pour la direction d'école ou la direction pédagogique des établissements médico-éducatifs, le remplacement de tous les personnels absents, et des programmes rénovés, voilà ce qui peut améliorer notre système éducatif.**

**Des personnels bien formés, recrutés sous statut fonction publique, dont les rémunérations correspondent à la responsabilité et à la difficulté de leur métier, voilà ce qui peut rendre attractives et efficaces nos professions, que nous soyons ATSEM, animateurs, AVS, enseignants ou EVS.**

**Pourquoi nous battons-nous ?**

**Comme tous les travailleurs, nous voulons que nos conditions de travail s'améliorent, alors qu'elles se dégradent d'année en année.**

**Mais nous sommes également bien conscients de notre responsabilité et de l'importance de notre mission pour l'avenir de notre pays.**

**La République a choisi de donner à tous ses enfants le droit à une éducation de même qualité sur l'ensemble du territoire. C'est le Service Public d'Etat de l'Education Nationale qui doit mettre en œuvre cette décision. Or, au fur et à mesure de petites réformes qui n'ont l'air de rien, l'Etat abandonne de plus en plus ses devoirs aux collectivités territoriales.**

**C'est la fin programmée de l'égalité du droit à l'éducation sur l'ensemble du territoire.**

**La réforme des rythmes, se passe parfois bien, et parfois très mal. Pouvons-nous nous résoudre à ces différences ? Pouvons-nous accepter qu'au détour d'un changement de municipalité, tout ce qui avait été mis en place avec du travail et de la réflexion collectifs soient remis en cause ? Pouvons-nous accepter que ce soit les contraintes et les décisions locales qui décident du fonctionnement de notre Ecole Publique ?**

**Pouvons-nous accepter que la réforme Darcos qui a supprimé 2h hebdomadaires de classe pour tous les élèves conduise à cette contraction du temps scolaire que nous dénonçons tous ?**

**D'abord parce qu'elle pénalise les élèves qui ont besoin de plus de temps pour**

apprendre, les mettant ainsi en difficulté, ensuite parce qu'elle empêche de prendre le temps nécessaire pour les disciplines, considérées à tort comme secondaires, qui demandent des dispositifs particuliers et souvent du temps pour leur mise en place ou leur réalisation. Ces disciplines (artistiques, sportives, de culture générale), permettent également aux élèves de retrouver de la réussite à l'école, mais aussi d'y trouver du plaisir, et de relâcher la pression intellectuelle qui s'exerce dans les enseignements dits fondamentaux.

La compression du temps, pèse bien plus sur la réussite de nos élèves que le fait de travailler une demi-journée de plus ou de moins.

La réforme Peillon, en ne revenant pas sur cette suppression, transfère de fait, ces 2h perdues aux collectivités territoriales, donnant ainsi à entendre que c'est le temps scolaire qui pose problème pour la réussite des élèves..

Et nous savons tous, à supposer qu'elles aient la même volonté de construire un dispositif cohérent, qu'elles n'ont pas des moyens identiques pour y faire face.

Alors que l'Allemagne si souvent citée en exemple, fait le chemin inverse du nôtre après avoir constaté l'échec de la classe uniquement positionnée sur les matinées (avec des matinées à rallonge), nous nous acheminons vers ce modèle.

Et pour pouvoir y parvenir, on fait se succéder auprès des élèves, dans les mêmes locaux, des personnels qui n'ont ni les mêmes formations, ni les mêmes objectifs, qui ne pratiquent pas les mêmes règles de vie, et qui surtout n'ont pas de temps pour pouvoir bâtir et corriger au fur et à mesure un projet commun.

On juxtapose des temps différents, avec des règles différentes, en demandant à ces enfants, malgré tout très jeunes, de s'adapter.

Il est primordial de rappeler que le temps passé par les enfants en collectivité, est directement lié aux horaires de travail de leurs parents. Comment alléger la journée de l'enfant si les parents ne peuvent pas réduire leur temps de travail ?

En renvoyant les femmes dans leurs foyers ? C'est ce que l'Allemagne a fait. Nous ne sommes pas sûrs que cela représente un progrès ...

N'aurait-il pas été plus responsable de travailler à une meilleure organisation des temps extra-scolaires (mercredis, samedis et vacances) afin de permettre une moindre fatigue pour les enfants qui sont pris en charge dans ce cadre ? N'aurait-il pas été plus responsable que l'Etat finance ces temps de façon à ce qu'ils permettent des découvertes, des échanges, mais aussi le repos, le calme, nécessaires pour se ressourcer et retourner à l'école dans de bonnes conditions ?

Alors nous nous posons des questions sur le projet politique qui sous-tend cette réforme.

Quand notre pays a-t-il renoncé à éduquer au mieux tous ses enfants ?

Quand notre pays a-t-il accepté que l'injustice soit la règle et l'égalité l'exception ?

Quand notre pays a-t-il consenti à donner plus à ceux qui ont plus ?

Jamais. Ce sont nos élites qui ont opéré ce glissement en bons petits soldats de la finance déshumanisée.